

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur*Table des matières*

	<i>Page</i>
Introduction	1
I. Recherche.....	1
A. <i>Rapport sur le travail dans le monde 2008</i>	1
B. Mondialisation et travail décent	3
C. Projet du Centenaire de l'OIT	4
D. Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable	5
II. Education	5
A. Cours international de stagiaires sur les politiques sociales et du travail pour promouvoir le travail décent (Genève, du 8 au 28 mai 2008).....	5
B. Atelier de formation régional sur l'analyse du marché du travail dans les pays africains anglophones (Durban, du 7 au 11 avril 2008).....	6
C. Chercheurs invités et visites d'étude	6
III. Dialogue, exposés et partenariats.....	7
Conférence de recherche	7
Séminaires et ateliers	7
Prix de la recherche sur le travail décent	8
Partenariats.....	8
IV. <i>Revue internationale du Travail</i>	8
V. Mouvements de personnel	8
VI. Publications.....	9
 <i>Annexe</i>	
Publications parues entre novembre 2007 et octobre 2008	11

Introduction

1. Le programme de travail de l'Institut pour 2008-09, approuvé par le Conseil en novembre 2007, prévoit le lancement d'une nouvelle publication périodique qui analysera les transformations que la mondialisation engendre pour le monde du travail. Il prévoit également l'achèvement de projets dont l'exécution a commencé lors de périodes biennales précédentes, ainsi que de nouvelles activités pédagogiques et d'autres dialogues et partenariats. Le présent rapport résume les principales réalisations de ces douze derniers mois et décrit brièvement la manière dont les prochaines étapes du programme de travail seront menées à bien, compte tenu de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable qui a été récemment adoptée.

I. Recherche

2. La période considérée a été marquée par le lancement de la nouvelle publication phare de l'Institut intitulée *Rapport sur le travail dans le monde*. En outre, un certain nombre d'activités de recherche ont été menées sur le thème de la mondialisation et du travail décent. Enfin, des progrès ont été accomplis concernant la contribution de l'Institut au projet du Centenaire de l'OIT.

A. *Rapport sur le travail dans le monde 2008*

3. Le premier numéro de cette publication périodique vient d'être publié avec pour sous-titre «Income inequalities in the age of financial globalisation» (Les inégalités de revenus à l'heure de la mondialisation financière). Les principales conclusions de cet ouvrage, qui a été élaboré par une équipe composée de la plupart des chercheurs de l'Institut, figurent en avant-propos du rapport:
 - Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les revenus des ménages les plus riches ont augmenté par rapport à ceux des classes moyennes et pauvres. Cette conclusion, valable pour la plupart des pays, rend compte de l'évolution des revenus marchands, accompagnée le plus souvent d'un recul de la part des salaires dans le revenu national. De même, les hauts salaires, notamment ceux des dirigeants, ont progressé plus vite que les salaires moyens.
 - Les décideurs politiques et les partenaires sociaux devraient tenir compte de ces tendances. L'augmentation des inégalités de revenus peut être, dans une certaine mesure, utile et même vitale pour l'économie s'il s'agit de récompenser le travail, l'effort, le talent et l'innovation qui sont les principaux moteurs de la croissance. A l'inverse, ces inégalités peuvent être excessives si elles compromettent la stabilité sociale et n'obéissent pas à des considérations d'efficacité économique. Si les inégalités de revenus sont perçues comme étant excessives, le soutien social à des politiques favorables à la croissance comme celles qui mènent à une libéralisation des échanges peut être fortement ébranlé. D'ores et déjà, l'opinion selon laquelle la mondialisation ne profite pas à la majeure partie de la population est largement répandue dans bon nombre de pays.
 - La mondialisation financière a non seulement creusé les inégalités, mais elle n'a pas contribué de manière notable à l'amélioration de la productivité mondiale et à la croissance de l'emploi. Dans les années quatre-vingt-dix, les crises du système bancaire ont été dix fois plus fréquentes qu'à la fin des tumultueuses années soixante-dix et ce sont les ménages à faible revenu, particulièrement touchés par les cycles

répétés de surchauffe, qui ont payé au prix fort cette aggravation de l'instabilité. En revanche, si la mondialisation financière a renforcé la tendance à la baisse de la part salariale enregistrée dans la plupart des pays, elle a eu un effet régulateur sur les politiques macroéconomiques. Par conséquent, le rapport plaide en faveur de la recherche d'une «voie moyenne» prévoyant un meilleur contrôle des flux financiers.

- Le rapport note un décalage grandissant entre la rémunération des dirigeants de grosses sociétés et les résultats de ces sociétés. Cela est particulièrement problématique dans le secteur financier où un tel décalage peut avoir incité certains dirigeants à prendre des risques inconsidérés ayant des graves conséquences économiques et sociales. Le rapport suggère qu'il est dans l'intérêt des entreprises et de l'économie dans son ensemble d'améliorer le cadre institutionnel applicable à la rémunération des responsables afin d'éviter les prises de risques excessives et de renforcer le lien entre salaire et performance.
 - Les institutions du travail continuent à jouer un rôle de redistribution dans la plupart des pays malgré le recul de la syndicalisation. En particulier, un fort taux de syndicalisation, une structure de négociation collective mieux coordonnée et une meilleure couverture conventionnelle vont généralement de pair avec une évolution plus juste des revenus. Toutefois, il est difficile pour ces institutions de s'opposer aux tendances engendrées par la mondialisation qui creusent les inégalités.
 - Un autre facteur important au niveau national a été l'augmentation de l'emploi atypique au cours de la dernière décennie dans la plupart des pays. En effet, l'emploi atypique est notablement moins bien rémunéré que l'emploi standard. Cela fournit des arguments en faveur des réformes concernant la dualité qui caractérise, à l'heure actuelle, les marchés du travail de nombreux pays.
 - La politique sociale, si elle est bien conçue, peut servir à la fois des objectifs d'efficacité et de répartition. Il faut toutefois prendre garde aux interactions entre prestations sociales et incitations au travail: le financement de la protection sociale est aussi important. Or le rapport montre que la fiscalité est devenue moins progressive dans l'immense majorité des pays et que, de ce fait, elle permet moins de redistribuer les gains de la croissance économique. Les baisses d'impôts appliquées dans la plupart des pays sur les hauts revenus, à l'origine de cette moindre progressivité, engendrent le risque d'une concurrence fiscale dangereuse qui pourrait fragiliser la base de financement d'une politique sociale bien conçue.
4. En marge du rapport, il a été élaboré une note de synthèse rendant compte de la pertinence des conclusions susmentionnées dans le cadre des débats sur la crise financière. Cette note souligne le rôle d'une évolution déséquilibrée des revenus, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, comme principal facteur structurel sous-tendant la crise. Comme le rapport, la note a été mise au point par le personnel de l'Institut travaillant en équipe.
 5. Quatre documents de travail (n^{os} 190 et 192 à 194) ont été établis à l'appui du rapport et un cinquième (n^o 191) est bientôt prêt.
 6. Le rapport a été rendu public lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 16 octobre 2008. Il a bénéficié d'une vaste couverture médiatique, ayant déjà fait l'objet de 200 articles de presse et citations au moment de la rédaction du présent document, notamment dans certains des plus prestigieux journaux internationaux. Pour sa diffusion, il est prévu une série de manifestations qui permettront une participation au débat en matière de recherche et d'orientation concernant les inégalités de revenus, l'emploi et les réponses à la crise financière. Cela peut donner lieu à d'autres travaux, en particulier sur les principales questions en matière de recherche soulevées par la crise financière.

7. Le rapport, les documents de travail, la note de synthèse et les documents y relatifs peuvent être consultés sur la page Web de l'Institut (www.ilo.org/inst).

B. Mondialisation et travail décent

a) Accords-cadres internationaux et gouvernance participative

8. En mai 2008, il a été publié un ouvrage intitulé *Cross-border social dialogue and agreements: An emerging global industrial relations framework?* (Dialogue social transfrontière et réglementation: émergence d'un cadre mondial pour les relations du travail?), lequel porte sur le même sujet que le document de travail n° 185.
9. Cette publication est consacrée à ce que l'on appelle des accords-cadres internationaux (ACI), c'est-à-dire des instruments résultant de négociations entre les sociétés multinationales et les fédérations syndicales internationales qui visent à améliorer les relations professionnelles et les conditions de travail, de manière compatible avec des performances saines de l'entreprise. Cet ouvrage, qui rassemble les contributions de 13 spécialistes des ACI provenant des milieux universitaires et décisionnels, examine des questions concernant la négociation, la mise en œuvre et le suivi des ACI et tire les enseignements de cette analyse.
10. En raison du vif intérêt que cette publication a suscité dans les milieux intéressés, la première édition est déjà épuisée et une deuxième édition est en préparation.
11. Par ailleurs, ses conclusions ont été présentées à plusieurs occasions, sur invitation: au ministère français du Travail dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne (Lyon, France, 13-14 novembre 2008); à l'Institut syndical européen (Bruxelles, Belgique, 29 octobre 2008); à la 12^e Conférence générale de l'Association européenne des Instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI) (Genève, Suisse, 24-28 juin 2008); à la 4^e Conférence de l'Université ouvrière mondiale (São Paulo, Brésil, 28-30 avril 2008); au 5^e Congrès régional africain de l'Association internationale de relations professionnelles (AIRP) (Le Cap, Afrique du sud, 26-28 mars 2008); au Collège des hautes études de l'Université de Helsinki (Helsinki, Finlande, 6-7 mars 2008); au groupe de réflexion «Europe et Société» (Paris, France, 5-6 février 2008); et à la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Dublin (Bruxelles, Belgique, 10 décembre 2007).
12. Les documents mentionnés ci-après mettent un terme aux travaux de recherche sur la prise de décisions participative (période biennale 2005-06): un article publié dans un ouvrage sur le thème «Changing images of civil society: from protest to governance» (Kaléidoscope de la société civile: de la contestation à la gouvernance) (New York, Routledge); et une publication de la série de recherche de l'Institut (n° 117), intitulée «The Promise and perils of participatory policy-making» (Les promesses et les dangers de la prise de décisions participative). La principale conclusion de ces publications est que les organisations de la Société civile ne réussissent généralement pas à exercer une réelle influence sur la prise de décisions sauf si elles possèdent les capacités de mobilisation nécessaires et un moyen de pression crédible leur permettant de sortir des structures participatives. Cette conclusion va à l'encontre des prévisions des théories de gouvernance participative et de discussion.

b) Réseaux de production mondiale et travail décent

13. Une publication en cours d'élaboration réunit une série d'articles choisis, tirés d'une conférence internationale qui s'est tenue à Bangalore en Inde (voir ci-dessous). Ses différents chapitres contiennent des études de cas sur les effets socio-économiques de la production mondiale dans les secteurs à faible, moyenne ou forte intensité technologique en Inde. Le livre examine les effets de la production mondiale sur l'industrie indienne et les travailleurs du pays. Les études de cas sectorielles montrent que la participation des entreprises indiennes à la production mondiale présente un certain nombre d'avantages, comme une hausse du volume de production, de nouveaux investissements, une croissance de la taille des entreprises, la création d'emplois (essentiellement au profit des travailleuses), l'embauche de travailleurs qualifiés et une hausse des salaires pour les effectifs permanents. Ces avantages vont toutefois de pair avec de graves problèmes: les pressions qui s'exercent sur les fournisseurs pour qu'ils satisfassent les exigences en matière de coûts, de qualité et de livraison des entreprises mondiales poussent bon nombre de ceux-ci à externaliser des parties de la production et à compléter l'emploi formel par l'application de pratiques de travail flexible, informel ou sous contrat. Il a été constaté que les salaires touchés par les travailleurs des segments à faible valeur ajoutée des marchés de produits ou par ceux qui se situent au plus bas de la chaîne d'approvisionnement mondiale étaient stables ou en recul. Quant aux travailleurs des secteurs de produits ou de services à forte valeur ajoutée ou à forte intensité de connaissances, ils ont bénéficié d'une hausse des salaires mais avec des conditions de travail plus stressantes et un temps de travail plus long.
14. La publication de ce livre chez Oxford University Press est prévue pour le début de 2009. Pour sa diffusion, la commission de planification du gouvernement indien a proposé une réunion en 2009 pour débattre des principales conclusions et des incidences de cet ouvrage.

c) Internationalisation des marchés du travail

15. Le quatrième dialogue France-OIT, organisé conjointement avec le ministère français du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité, a eu lieu comme prévu en mai 2008. Sur le thème de l'internationalisation des marchés du travail, il a réuni 60 experts des milieux universitaires, des fonctionnaires du gouvernement, des représentants des partenaires sociaux et des experts d'autres organisations internationales. Une publication en préparation, dont la parution est prévue pour le début de 2009, rassemblera tous les articles se rapportant à ce dialogue.
16. Comme activité de suivi, et sous le même thème, l'Institut a obtenu un financement au titre de l'allocation spéciale du budget ordinaire pour exécuter un projet sur les migrations et le développement dans certains pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. L'objectif général du projet est de recenser, par des travaux de recherche solides, les politiques et institutions qui contribuent à optimiser la contribution des migrations de main-d'œuvre au développement des pays d'origine. Le projet s'appuiera sur les services d'experts d'un réseau d'instituts de recherche africains qui a été créé par l'Institut. Il fera appel à la coopération du bureau régional, de MIGRANT et du Centre international de formation de l'OIT, Turin.

C. Projet du Centenaire de l'OIT

17. L'élaboration de l'ouvrage sur le 90^e anniversaire de l'OIT a progressé. Celui-ci, provisoirement intitulé «The quest for social justice. The international Labour Organization, 1919-2009» (La quête de la justice sociale: l'Organisation internationale du Travail, 1919-2009), devrait être publié au début de 2009. Il examine les origines et

l'évolution des principales idées et politiques de l'OIT depuis 1919, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme et les droits au travail, la qualité du travail, la protection sociale, et le lien entre l'emploi et la réduction de la pauvreté. Il étudie, tant à travers des évaluations générales et des études de cas, la manière dont l'OIT a contribué au progrès social dans différentes parties du monde et à des moments différents. Une perspective à long terme montre que l'Organisation a été un précurseur dans de nombreux domaines. La mesure dans laquelle l'OIT a soutenu ou amené un changement social a dépendu à la fois des stratégies de l'Organisation et du climat international qui était (ou n'était pas) propice à l'action de l'OIT. La dernière partie examine les défis auxquels devra faire face l'Organisation durant la décennie qui précèdera son centième anniversaire en 2019.

18. Une page Web en trois langues a été créée sur le projet (www.ilocentury.org).
19. Par ailleurs, le projet d'histoire orale de l'OIT a avancé puisque plusieurs entretiens ont été réalisés avec des personnalités de l'Organisation, notamment un ancien directeur général. Des transcriptions seront publiées sur l'Internet. Trois autres publications seront bientôt prêtes, à savoir les mémoires d'Edward Phelan, une traduction en anglais du livre de B. W. Schaper, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, sous le titre «Albert Thomas. Thirty years of social reform», et une traduction en anglais de l'ouvrage de Daniel Maul, *Menschenrechte, Sozialpolitik und Dekolonisation*, sous le titre «Human rights, social policy and decolonization» (Droits de l'homme, politique sociale et décolonisation). La publication d'une série de documents de travail, mis au point par des historiens universitaires et d'autres experts sur plusieurs questions se rapportant à l'histoire de l'OIT, a été lancée. Tous les documents achevés ont été publiés sur le site Web.

D. Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable

20. La Déclaration est une grande initiative qui devrait façonner le programme de travail de l'Organisation. Comme convenu à la réunion du Conseil de novembre 2007, il est important que l'Institut recherche des complémentarités avec d'autres services du Bureau (voir dans le document INS.B.XLIX/1 la section intitulée «Renforcer les liens avec d'autres services du BIT»). En gardant cela à l'esprit et à condition que des ressources supplémentaires soient mises à sa disposition, l'Institut pourrait fournir une contribution majeure au suivi de la Déclaration en lançant un projet pilote sur des études de pays. Celui-ci aurait pour objectif d'examiner les interactions entre les différents domaines de l'Agenda du travail décent et de recenser les bonnes pratiques sur la base de données obtenues au moyen de recherches solides, un domaine dans lequel l'Institut possède un avantage comparatif.

II. Education

21. L'Institut est investi d'un mandat spécial consistant à organiser des activités éducatives aux fins du renforcement de la capacité des mandants de l'OIT d'analyser les principales questions sociales et du travail et d'élaborer des moyens d'action.

A. Cours international de stagiaires sur les politiques sociales et du travail pour promouvoir le travail décent (Genève, du 8 au 28 mai 2008)

22. Dix-huit participants, neuf hommes et neuf femmes, tous fonctionnaires de rang moyen ou supérieur et représentant la communauté tripartite de l'OIT pour 15 pays, ont assisté au

43° Cours international de stagiaires. Cette fois, la langue du stage était le français. Le cours a porté essentiellement sur les points suivants: i) fournir des informations à jour sur les composantes de l'Agenda du travail décent; ii) améliorer la connaissance des principes et programmes de l'OIT; iii) promouvoir une vision intégrée des politiques économiques et sociales en faveur du travail décent; et iv) stimuler les échanges d'idées et de données d'expérience entre les mandants de l'OIT.

23. Le cours comprenait des exposés d'universitaires et de fonctionnaires de l'OIT, des ateliers, du travail de groupe et une visite chez un célèbre horloger suisse. Les participants ont été encouragés à mettre en place des exercices de groupe, à évaluer la situation dans leurs pays sous l'angle du travail décent et à préparer une analyse succincte des politiques et programmes requis pour promouvoir le travail décent. Les participants ont également été priés de porter une appréciation sur l'organisation du cours et encouragés à faire des suggestions pour l'améliorer. Cette appréciation a été globalement très favorable. Un CD-ROM est disponible qui contient tous les documents didactiques.

B. Atelier de formation régional sur l'analyse du marché du travail dans les pays africains anglophones (Durban, du 7 au 11 avril 2008)

24. Cet atelier de formation, dont la tenue a été décidée par le Conseil de l'Institut en novembre 2006, a été organisé en tant qu'activité conjointe des partenaires sociaux de l'OIT et des institutions membres du Réseau régional africain pour les études des questions sociales et du travail en Afrique anglophone. Il a été organisé au Workers' College de Durban, qui a fourni toutes les installations nécessaires, en étroite coopération avec le bureau de l'OIT à Pretoria.
25. L'atelier devait aider à renforcer la capacité d'analyse des chercheurs, formateurs et praticiens de la communauté tripartite (employeurs, syndicats et gouvernements) de l'OIT. Cet atelier visait à démystifier l'utilisation des données statistiques et à permettre aux stagiaires de mieux assimiler les sources disponibles d'informations statistiques.
26. Parmi les participants figuraient principalement du personnel enseignant des universités et des instituts de recherche et de formation des partenaires sociaux de l'OIT et des cadres moyens des ministères du travail et des bureaux statistiques de différents pays africains. Les participants ont remis une appréciation écrite sur le cours, qu'ils ont jugé très satisfaisant.
27. En préparation de l'atelier, l'Institut avait réalisé des modules de formation en deux volumes sur les «outils et techniques d'analyse des marchés du travail», conçu principalement pour répondre aux besoins des étudiants, des chercheurs et des activistes ayant reçu une formation universitaire.

C. Chercheurs invités et visites d'étude

28. Au cours de l'année à l'examen, le Professeur Russel Lansbury de l'Université de Sydney (Australie) et le Professeur Yoshio Okunishi de l'Université de Hosei (Japon) ont rejoint l'Institut pour y mener des recherches dans le cadre du Programme de chercheurs invités.
29. Onze visites d'étude ont été organisées auxquelles ont participé 422 étudiants de diverses universités. Au programme de ces visites figuraient des exposés présentés par le personnel de l'Institut et par des spécialistes d'unités techniques de l'OIT.

III. Dialogue, exposés et partenariats

Conférence de recherche

30. Une conférence de recherche régionale sur les emplois verts en Asie/Pacifique a été organisée en avril à Niigata (Japon), en étroite collaboration avec le bureau régional et le Département de l'intégration des politiques. Cette manifestation avait surtout pour but d'apporter un éclairage sur des aspects analytiques essentiels qu'il faut traiter pour pouvoir progresser sur la question des emplois verts. Elle a également servi à identifier les principaux messages à porter à l'attention des ministres de l'Emploi et du Travail du G8, dont la réunion a eu lieu en mai, également à Niigata. Les principaux aspects de la recherche traités à cette occasion ont été examinés dans une note du Directeur, publiée dans la *Revue internationale du Travail* n° 2-3, 2008.

Séminaires et ateliers

31. Une conférence a été organisée du 18 au 20 novembre 2007 à Bangalore (Inde) pour examiner la question concernant les réseaux mondiaux de production et le travail décent en Inde, ainsi que les tendances mondiales. Elle prenait appui sur un partenariat fécond établi avec l'*Indian Council of Social Science Research* (ICSSR) et l'*Institute for Human Development* (IHD). La conférence a réuni environ 55 chercheurs indiens et d'autres nationalités.
32. Un atelier de recherche sur le thème «Evaluating the impact of codes of conduct and IFAs: Research projects and methodologies» a été organisé avec la participation de réseaux universitaires extérieurs et de représentants de mandants de l'OIT (OIT, Genève, 12 mars 2008).
33. Une réunion d'experts sur le thème «National Social Dialogue: Within and beyond Tripartism», organisée conjointement par l'IIES, DIALOGUE et l'Institut hongrois de la politique sociale à Budapest (Hongrie) le 6 décembre 2007, a examiné les options concernant l'instauration du tripartisme au niveau national.
34. Deux séminaires sur le travail décent ont été organisés, l'un par M. Lucio Baccaro sur le thème «Too much restraint? Centralised bargaining and wage growth in advanced countries» (janvier); l'autre par le Professeur Russel Lansbury, de l'Université de Sydney, et par le Président de l'IIES, sur le thème «Work and Employment Relations Studies: An Agenda for the Future» (mai).
35. A la demande du Professeur Michael Piore (Massachusetts Institute of Technology), Président de la Société pour l'avancement de la socio-économie (SASE), l'Institut a organisé deux groupes d'experts sur le thème «Global Production and Decent Work» à la conférence que la SASE a tenue en juin 2008. Celle-ci a réuni des participants de très haut niveau et généré une perspective transrégionale couvrant l'Asie, l'Afrique ainsi que l'Amérique du Nord et du Sud, lors de sessions qui ont connu un vif succès.
36. L'Institut a présenté des études lors de deux réunions (janvier et mai 2008), organisées par le réseau de recherche MIT-Stanford sur le thème «Just supply chains».

Prix de la recherche sur le travail décent

37. Lors de la Conférence internationale du Travail de juin dernier, le jury a décerné le Prix de l'OIT pour la recherche sur le travail décent au Professeur Joseph Stiglitz, en reconnaissance de la contribution qu'il a apportée sa vie durant à l'étude des principales questions qui préoccupent l'OIT et ses mandants, contribution qui permet de mieux comprendre divers aspects du travail décent; ainsi qu'au Professeur Harry Arthurs pour avoir grandement contribué à mieux faire comprendre les relations socio-économiques et pour avoir fourni des instruments permettant de promouvoir le travail décent, notamment son rapport intitulé «Équité dans le travail: des normes fédérales pour le XXI^e siècle».
38. Le Professeur Arthurs tiendra une conférence pendant la session de novembre du Conseil d'administration, et il est prévu que le Professeur Stiglitz en fasse autant en 2009.

Partenariats

39. Un accord de coopération a été signé entre l'Institut et la principale instance légale d'Espagne (Consejo General del Poder Judicial). Des mémorandums d'accord similaires sont actuellement discutés avec l'Inde (ICSSR) et la Fédération de Russie (Académie des relations sociales du travail, Moscou).

IV. *Revue internationale du Travail*

40. L'année dernière, la *Revue internationale du Travail* a consolidé sa réorganisation après la relance opérée en 2007 sous l'égide de l'Institut. En particulier, le nouveau comité de rédaction du journal, présidé par le Directeur, ainsi que la réorientation plus franche de sa ligne éditoriale vers les questions stratégiques ont considérablement amélioré la qualité de la recherche et la pertinence de son contenu. De même, la signature, en 2008, d'un nouveau contrat de publication et de distribution avec Wiley-Blackwell, a nettement rehaussé l'image globale du journal, sa visibilité et sa portée, alors même que cette éminente maison d'édition s'en disait déjà satisfaite. Il en a résulté une nette augmentation du nombre d'articles téléchargés et surtout un accroissement de 60 pour cent du nombre de documents proposés spontanément à la publication par des chercheurs indépendants du monde entier. Plusieurs campagnes seront lancées au cours des mois à venir dans le but d'élargir le cercle des lecteurs et d'inciter à fournir encore davantage de contributions de niveau mondial.

V. **Mouvements de personnel**

41. Les nouveaux collègues dont les noms suivent ont rejoint le personnel de l'Institut: Uma Rani Amara, économiste du développement (janvier); Steven Tobin, Chef du programme d'éducation (mai); Naren Prasad, économiste du développement (juin); Ekkehard Ernst, économiste principal (juillet). En outre, plusieurs chercheurs ont rejoint l'Institut avec des contrats de courte durée: Matthieu Charpe, pour procéder à des analyses quantitatives des facteurs sous-jacents de l'inégalité de revenus; Verónica Escudero et Sameer Khatiwada, pour appuyer l'ensemble des travaux statistiques et analytiques de l'Institut; Megan Gerecke, pour apporter son soutien aux travaux sur les politiques de redistribution dans le cadre du *Rapport sur le travail dans le monde*; et Emily McGirr, pour travailler sur les questions concernant les migrations et l'emploi dans certains pays africains.
42. Eddy Lee a continué d'occuper la charge de conseiller technique et Francis Maupain a rejoint l'Institut, également en tant que conseiller technique. Grâce à une donation de

M. Maupain, un fonds géré par l'Institut a été créé à l'appui des cours de stagiaires et des travaux sur les valeurs et objectifs de l'OIT.

VI. Publications

43. Une liste de livres, documents et autres monographies publiés depuis octobre 2007 figure en annexe.

Annexe

Publications parues entre novembre 2007 et octobre 2008

a) **Rapport sur le travail dans le monde 2008**

Institut international d'études sociales: *Rapport sur le travail dans le monde 2008: Les inégalités de revenus à l'heure de la mondialisation financière* (publié aussi en espagnol et en français), 2008. Préface de M. Juan Somavia, Directeur général de l'OIT. Editorial de Raymond Torres, Directeur de l'Institut.

Steven Tobin, Matthieu Charpe, Ekkehard Ernst, Raymond Torres: *Trends in employment and inequality* (chap. 1).

Ekkehard Ernst, Verónica Escudero: *The role of financial globalization* (chap. 2).

Lucio Baccaro: *Labour institutions and inequality* (chap. 3).

Uma Rani Amara: *Employment patterns and income inequality* (chap. 4).

Naren Prasad: *Redistribution through taxes and social transfers* (chap. 5).

Steven Tobin, Matthieu Charpe: *Decent Work as a coherent policy package* (chap. 6).

b) **Autres livres**

Papadakis, K. (2008): *Cross-border social dialogue and agreements: An emerging global industrial relations framework?*

c) **Documents de travail**

N° 194. Naren Prasad (2008): *Policies for redistribution: The use of taxes and social transfers.*

N° 193. Uma Rani Amara (2008): *Employment structure and income inequality.*

N° 192. Lucio Baccaro (2008): *Labour, globalization and inequality: Are trade unions still redistributive?*

N° 191. Ekkehard Ernst et Verónica Escudero (2008): *Will the next globalization be great? Evidence on the effects of financial globalization on employment and inequality.*

N° 190. Franz Ebert, Konstantinos Papadakis et Raymond Torres (2008): *Executive compensation: Trends and policy issues.*

N° 189. Dominique Anxo et Harald Niklasson (2008): *The Swedish model: Revival after the turbulent 1990s?*

N° 188. UNU-CRIS (2008): *Deepening the social dimensions of regional integration.*

N° 187. Eddy Lee (2008): *Harnessing globalization for development: Opportunities and obstacles.*

- N° 186. Jill Rubery, Gerhard Bosch et Steffen Lehndorff (2008): *The Influence of the EU on the evolution of national employment models*.
- N° 185. Tony Edwards, Paul Marginson, Paul Edwards, Anthony Ferner et Olga Tregaskis: *Corporate social responsibility in multinational companies: Management initiatives or negotiated agreements?*
- N° 183. Dev Nathan et V. Kalpana (2007): *Issues in the analysis of global value chains and their impact on employment and incomes in India*.

d) **Séries de recherche**

- N° 117. Lucio Baccaro et Konstantinos Papadakis (2008): *The downside of deliberative public administration*.
- N° 116. Rémi Clavet, Gregorio de Castro, Isabelle Daugareilh, Isabelle Duplessis, Eric Grave, Hagen Henry, Jean-Claude Javillier, Marianna Linnik, Sune Skadegaard Thorsen, Yun Gao, Arnold M. Zack (2008): *Governance, International Law and Corporate Social Responsibility*.
- N° 115. Gerry Rodgers et Christiane Kuptsch (2008): *Pursuing decent work goals: Priorities for research*.
- N° 114. Marta Novick, Carlos Tomada, Mario Damill, Roberto Frenkel et Roxana Mauricio (2007): *Tras la crisis: El nuevo rumbo de la política económica y laboral en Argentina y su impacto* (aussi disponible en anglais).

e) **Articles publiés dans la Revue internationale du Travail et publications externes**

- Papadakis, K.: «Civil society and Participatory Governance in South Africa: The struggle for socio-economic equity in the post-apartheid era», dans l'ouvrage publié sous la direction de Bruno Jobert et Beate Kohler-Koch: *Changing images of civil society: From protest to governance*, New York: Routledge Studies in Governance and Public Policy, 2008, pp. 151-174.
- «La recherche sur le dialogue transfrontalier et les accords-cadres internationaux», publié dans la *Revue internationale du Travail*, vol. 147, n° 1, 2008, pp. 100-104.
- «Les accords-cadres internationaux comme éléments d'un système transnational de relations professionnelles», dans l'ouvrage *Les négociations transnationales en Europe: Où en est-on?* Les Cahiers de la Fondation, n° 69-70, Paris; Europe et Société, 2008.
- Posthuma, A.C.: «Seeking the High Road to Jepara: Challenges for Economic and Social upgrading in Indonesian wood furniture clusters», dans l'ouvrage à paraître *Upgrading Clusters and Small Enterprises in Developing Countries*, publié sous la direction de Puppim de Oliveria, Economic Geography Series, Ashgate Publishing, Hampshire.
- «The industrial district model: Relevance for developing countries in the context of globalization», dans l'ouvrage à paraître *Handbook of Industrial Districts*, publié sous la direction de Beccatini et coll., Edward Elgar Publishing.
- Prasad, N.: «Social cohesion, governance and social development in small states» dans l'ouvrage publié sous la direction de L. Briguglio et coll.: *Small states and the pillars*

of economic resilience, La Valette, Islands and Small States Institute, Université de Malte, Secrétariat du Commonwealth, pp. 289-301.

Torres, R.: «L'impact social des politiques relatives au changement climatique: quels sont les enjeux?», publié dans la *Revue internationale du Travail*, vol. 147, n° 2-3, 2008, pp. 299-303.

f) Publications externes

Prasad, N. (2008): *Social policies and private sector participation in water supply: beyond regulation*, Palgrave/Macmillan.

Rani, U.; Unni, J. (2008): *Flexibility of labour in globalising India: The challenge of Skills and Technology* (Tulika Books, New Delhi).